

## Les marchés actions marqués par la montée du risque géopolitique et économique.

Ce mois de septembre a été marqué par une montée des risques géopolitiques et économiques liés, en partie, au protectionnisme américain et ses sanctions commerciales, notamment envers la Chine et l'Iran. Ces sanctions pourraient entraîner un ralentissement, déjà avéré, de la croissance chinoise et une hausse du prix de baril de pétrole. La FED et plusieurs Banques Centrales s'apprentent à augmenter leurs taux directeurs afin de réagir au retour de l'inflation.

Les marchés ont mal réagi suite à l'annonce du projet de budget italien prévoyant un déficit public à 2,4% sur les trois prochaines années. Pour répondre aux inquiétudes des instances de marché, ces prévisions ont été revues et devraient atteindre 2,4% en 2019, puis 2,1% et 1,8% dans les deux années suivantes. À la demande des investisseurs, des clauses de sauvegarde pourraient être adoptées. Ces clauses impliquent une baisse des dépenses si l'objectif de 2,4% n'est pas accompli. Avec un poids de dette à 130% du PIB, l'Italie pourrait avoir de sérieux problèmes de financement en cas de hausse des taux d'intérêts.

Toujours en Europe, un conseil européen débutera le 17 octobre 2018 au soir pour discuter du Brexit. Cette rencontre pourrait amener à un projet d'accord de retrait du Royaume-Uni, ouvrant la voie à un sommet européen extraordinaire les 17 et 18 novembre 2018.

Les mesures protectionnistes des États-Unis impactent l'économie mondiale. Même si l'économie américaine fonctionne bien, un ralentissement est à prévoir l'année prochaine. Une brusque remontée des rendements d'emprunts d'État américain a porté les taux longs à des niveaux clés : 3,21% pour les États-Unis, 0,55% pour l'Allemagne, 0,89% pour la France et 3,59% pour l'Italie. Les résultats des sociétés restent de bon augure. Face aux sanctions américaines,

l'Iran assume une interdiction quasi totale d'exportation de pétrole. Sans surprise, la FED s'apprête à augmenter ses taux directeurs (prévision de 2,50% fin 2019). Plusieurs Banques Centrales vont faire de même, notamment pour contenir le risque inflationniste lié à la hausse du prix du baril de pétrole. La BCE arrêtera ses achats de dette à la fin de l'année et entamera, elle aussi, une hausse de ses taux directeurs fin de l'été 2019 (+0,25% fin 2019). La BCE pourra également agir sur une hausse du taux de dépôt, actuellement fixé à -0,4%.



En Chine, le ralentissement de la croissance économique inquiète de plus en plus. Alors que le pays est confronté aux sanctions commerciales américaines, le FMI a revu à la baisse son estimation de la croissance économique du géant asiatique pour 2019, passant de 6,4% à 6,2%. Face aux appréhensions des marchés financiers, le gouvernement chinois a déjà relancé ses infrastructures. Pour la quatrième fois cette année, la Banque Centrale Chinoise abaisse d'un point le taux de réserves obligatoires de ses banques. Cette baisse permettra d'injecter 750 milliards de yuans, soit environ 108 milliards de dollars.

La situation des pays émergents inquiète les investisseurs. Les économies respectives du Venezuela et de l'Afrique du Sud se portent mal. La Turquie est fragilisée par les sanctions américaines et l'Inde pourrait être affectée par la hausse du prix du baril.

Au Brésil, la bourse de São Paulo et le real augmentent fortement suite au premier tour de l'élection présidentielle. En effet, le candidat Jair Bolsonaro est en tête avec 46,3% des voix. Prévoyant la mise en œuvre d'une politique libérale, ce candidat rassure économiquement les électeurs.

En termes de croissance économique, les prévisions pour 2019 sont de +2,4% pour les États-Unis (+2,9% en 2018), +1,8% pour la zone Euro (+2% en 2018), +1,7% pour la France qui reste stable (+1,7% en 2018) et +1,7% pour l'Allemagne (+1,8% en 2018). Les pays émergents participeront également à la croissance mondiale avec une prévision de +3,8% (contre +3,9% en 2018). Suite au ralentissement chinois et aux tensions géopolitiques dans certaines régions, beaucoup d'organismes reviennent à la baisse la croissance mondiale. Après une estimation à 3,9% en avril 2018, le FMI table désormais sur une croissance de 3,7% à fin 2018.

Enfin, les taux longs devraient augmenter suite à la normalisation des politiques monétaires des Banques Centrales. Les marchés actions présentent un certain potentiel qui pourrait être freiné par des relances et des perspectives macro-économiques et bénéficiaires revues à la baisse en 2019. Cependant les marchés européens sont en retard de valorisation par rapport au marché des actions US.

### À propos de Federal Finance Gestion

Federal Finance Gestion est une société de gestion née à Brest en 1980. Avec un encours de plus de 36 milliards d'euros en 2018, elle se place au 18<sup>e</sup> rang des sociétés de gestion au plan national. Federal Finance Gestion propose une large gamme de fonds communs de placement, des offres de gestion sous mandat, des fonds d'épargne entreprise pour satisfaire une clientèle de particuliers, institutionnels et entreprises. Au sein de Federal Finance Gestion, l'équipe Cross Asset Solutions gère près de 4 Md d'encours et développe des solutions innovantes de gestion quantitative et gestion actions au service de la performance des investissements.

### À propos d'Arkéa Investment Services

Arkéa Investment Services regroupe l'ensemble des spécialistes en gestion d'actifs et banque privée du groupe Arkéa. Fort d'un écosystème de boutiques expertes (Federal Finance Gestion, Schelcher Prince Gestion, SWEN Capital Partners, Vivienne Investissement, Mandarine Gestion et Arkéa Banque Privée) totalisant plus de 50 Md€ d'encours, Arkéa Investment Services crée des solutions pour protéger et valoriser les placements de ses clients afin de leur permettre d'avoir confiance dans la réalisation de leurs projets.



Service Relations Clientèle

 **N°Cristal 0969 32 88 32**

APPEL NON SURTAXE

[contact@Federal-finance.fr](mailto:contact@Federal-finance.fr)

FEDERAL FINANCE GESTION, SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6500000 euros. Siren 378135610 RCS Brest. Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers n° GP 04/006 du 22 mars 2004. TVA : FR 87378135610. Siège social : 1, allée Louis Lichou 29480 LE RELECQ-KERHUON. Adresse postale : BP 97 - 29802 BREST CEDEX 9.

Le présent document est purement informatif et ne constitue ni une offre de souscription, d'achat ou de toute autre transaction portant sur les instruments qui y sont visés, ni un conseil personnalisé d'investissement. Les futurs investisseurs doivent entreprendre les démarches nécessaires afin de déterminer eux-mêmes et/ou avec le concours de leurs conseillers l'adéquation de leur investissement, en fonction des considérations légales, fiscales et comptables qui leur sont applicables ainsi que leur sensibilité aux risques inhérents aux instruments financiers. Les valeurs figurant dans les portefeuilles modèles présentés ne comportent aucune garantie ni protection et le capital initialement investi peut ne pas être intégralement restitué. Crédit photo adobe stock 60790721/129310737.